



Synthèse
des résultats de la procédure de consultation
du 27 juin 2012 au 18 octobre 2012

relative
au projet

de révision partielle de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr)

Table des matières

I	Partie générale	3
1.	Synthèse des résultats de la consultation	3
1.1.	Contexte	3
1.2.	Analyse des prises de position	3
1.3.	Synthèse des résultats de la consultation relative à la révision partielle de la LEtr	4
1.3.1.	Remarques générales	4
1.3.2.	Modifications	4
2.	Liste des participants à la consultation	5
	Aucune donnée	6
II	Partie spéciale	6
1.	Loi fédérale sur les étrangers (LEtr)	6
	Remplacement d'expressions	6
	Art. 82 : Financement par la Confédération	7
	Art. 92 : Devoir de diligence	8
	Art. 93, al. 1 et 3 (phrase introductive)	9
	Art. 94 (nouveau) : Coopération avec les autorités	9
	Art. 95 : Autres entreprises de transport	10
	Art. 104 : Obligation des entreprises de transport aérien de communiquer des données personnelles	10
	Art. 104a (nouveau) : Système d'information sur les passagers	11
	Art. 109b, al. 2, let. e et f, et al. 2 ^{bis} (nouveau)	12
	Art. 120a à 120c et 120e, al. 2.	13
	Titre précédant l'art. 121 (nouveau)	13
	Art. 122 : Infractions commises par les employeurs	14
	Art. 122a (nouveau) : Violation du devoir de diligence des entreprises de transport	14
	Art. 122b (nouveau) : Violation de l'obligation des entreprises de transport aérien de communiquer des données personnelles	16
	Art. 122c (nouveau) : Dispositions communes relatives aux sanctions prononcées à l'encontre des entreprises de transport	17
	Art. 126c (nouveau) : Dispositions transitoires	17
2.	Modification du droit en vigueur	18
2.1	Loi du 26 juin 1998 sur l'asile	18
	Art. 92, al. 3 ^{bis} (nouveau)	18
2.2	Loi fédérale du 20 juin 2003 sur le système d'information commun aux domaines des étrangers et de l'asile	18
	Art. 3, al. 2, let. k (nouvelle)	18
	Art. 9, al. 1, let. k et al. 2, let. j (nouvelles)	19
2.3	Loi fédérale du 13 juin 2008 sur les systèmes d'information de police de la Confédération	19
	Art. 7, al. 3	19
	Art. 15, al. 1, let. d et d ^{bis} (nouvelles) et 3, let. f	19
	Art. 16, al. 2, let. l, et 5, let. b ^{bis} (nouvelles)	20

I Partie générale

1. Synthèse des résultats de la consultation

1.1. Contexte

Le système de sanctions (« carrier sanctions ») appliqué aux entreprises transportant des étrangers qui ne sont pas en possession des documents de voyage requis et qui sont interdits d'entrée dans l'espace Schengen doit être amélioré. L'objectif est de réduire, en collaboration avec les compagnies aériennes, le nombre de personnes qui voyagent sans être munies des documents de voyage nécessaires (environ 1000 cas en 2011). Etant donné la baisse des exigences quant au degré de la preuve, il convient désormais de soumettre la poursuite et le prononcé de sanctions à la procédure administrative plutôt qu'à la procédure pénale administrative. Le fardeau de la preuve d'une infraction au devoir de diligence ou à l'obligation de communiquer incombe désormais aux entreprises de transport. L'énumération de motifs de disculpation légaux leur permet toutefois de se soustraire à une sanction infligée par les autorités.

Par ailleurs, afin de simplifier les contrôles effectués aux frontières extérieures de Schengen, il y a lieu de créer dans la LEtr une base légale selon laquelle le système d'information sur les passagers (système API ; « Advance Passenger Information ») peut procéder à des comparaisons automatiques de données avec d'autres bases de données et transmettre les résultats ainsi obtenus aux autorités chargées du contrôle à la frontière. Le travail de ces dernières s'en trouvera considérablement facilité.

De plus, la Confédération doit pouvoir participer financièrement à la construction et à l'aménagement d'établissements de détention cantonaux exclusivement dédiés à l'exécution de la détention administrative. On estime à au moins 45 millions de francs les dépenses d'investissement nécessaires pour la réalisation de 250 nouvelles places de détention administrative. Ces places supplémentaires permettront aux cantons d'ordonner plus tôt une détention en vue du renvoi ou de l'expulsion à l'encontre des personnes tenues de quitter la Suisse et à l'ODM de prononcer plus souvent une détention administrative directement à partir des centres d'enregistrement et de procédure.

Lors de sa séance du 27 juin 2012, le Conseil fédéral a chargé le Département fédéral de justice et police de mener une procédure de consultation par écrit au sujet du projet de révision partielle de la LEtr. Celle-ci s'est déroulée du 27 juin au 18 octobre 2012.

Outre les cantons, les partis politiques et les associations faîtières des communes, des villes et de l'économie qui œuvrent au niveau national, les milieux concernés dans les domaines de l'aviation, de la protection des données et de l'aide aux réfugiés ont également été consultés. Au total, 49 prises de position ont ainsi été recueillies. Tous les cantons, de même que le Parti démocrate-chrétien suisse (PDC), le Parti évangélique suisse (PEV), le Parti radical-démocratique suisse (PRD), le Mouvement citoyens genevois (MCG), le Parti socialiste suisse (PS) et l'Union démocratique du centre (UDC) se sont exprimés sur le projet. Le Centre Patronal (CP), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et Swiss International Air Lines AG (Swiss) ont aussi fait parvenir leurs avis détaillés sur la question.

1.2. Analyse des prises de position

Les participants à la consultation qui ont communiqué leur avis sans pour autant s'exprimer sur chacune des propositions de modification sont considérés comme ayant donné leur approbation. Ceux qui n'ont pris position que sur certains points sont, quant à eux, classés dans la catégorie « Aucune remarque » pour les questions auxquelles ils n'ont pas répondu. Ceux

enfin qui ont expressément renoncé à se prononcer sont mentionnés dans la liste figurant sous le chiffre 2 (Liste des participants).

Les participants à la consultation qui n'ont pas commenté certaines propositions et qui ne souhaitent être catalogués ni dans la rubrique « Approbation » ni dans la rubrique « Refus » sont répertoriés sous « Aucune remarque ».

1.3. Synthèse des résultats de la consultation relative à la révision partielle de la LEtr

1.3.1. Remarques générales

Tous les cantons, de même que la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) sont satisfaits de la direction donnée à la révision partielle. En ce qui concerne la proposition de financement partiel de places de détention administrative, la majorité des cantons souhaiterait toutefois bénéficier d'un soutien plus large de la part de la Confédération. Le PEV, le MCG, le PS et l'UDC sont également d'accord avec le projet de révision partielle. Quant au PDC et au PRD, le premier refuse les modifications concernant les « carrier sanctions », tandis que le second s'oppose aux modifications des dispositions relatives aux sanctions.

Aerosuisse, BAR, le CP, Economiesuisse, l'Union syndicale suisse (USS), l'Association des communes suisses (ACS) et SWISS sont, eux aussi, opposés aux modifications relatives aux « carrier sanctions » et estiment que déplacer le fardeau de la preuve vers les compagnies aériennes serait disproportionné et inefficace.

Les œuvres d'entraide et les organisations non gouvernementales, de même que les autres cercles intéressés se sont parfois déclarés sceptiques face à certains aspects du projet de révision. Concernant les « carrier sanctions », ils ont exprimé leur crainte qu'un durcissement ne concerne également les personnes en quête de protection en Suisse. Dans le domaine du système API, certains participants ont exprimé des préoccupations relevant de la protection des données quant aux nouveaux droits d'accès prévus.

Aucun participant n'a cependant formulé d'avis globalement négatif à l'encontre du projet de révision de la LEtr.

1.3.2. Modifications

Financement des places de détention par la Confédération

Tous les participants qui se sont exprimés à ce sujet sont favorables au projet de financement partiel de la Confédération. Plusieurs cantons estiment toutefois que cette mesure est insuffisante et requièrent, d'une part, un cofinancement supérieur (en termes relatifs ou absolus) de la part de la Confédération, d'autre part, la levée des restrictions appliquées à la taille et au type des établissements de détention.

« Carrier sanctions »

La proposition y afférente est globalement approuvée par l'ensemble des cantons, de même que par la grande majorité des autres participants à la consultation.

Le PDC et le PRD, tout comme Aerosuisse, BAR, le CP, Economiesuisse, l'USS, l'USAM et SWISS refusent de déplacer la charge de la preuve vers les compagnies aériennes, estimant que cette modification de loi est disproportionnée. Selon eux, des tâches en principe étatiques seraient transférées à des entités juridiques privées et l'administration des preuves serait extrêmement difficile et laborieuse pour les compagnies aériennes.

Système API

La majeure partie des participants à la consultation se dit favorable aux modifications de loi prévues.

Le canton de Bâle-Ville, Privatim, l'IGFM et le HCR émettent toutefois quelques doutes quant à la fiabilité des comparaisons automatiques et systématiques des données du système API avec celles du système d'information Schengen (SIS), celui-ci n'ayant pas été conçu pour être un moyen de recherche.

2. Liste des participants à la consultation

Cantons :

AG	Argovie
AI	Appenzell Rhodes-Intérieures
AR	Appenzell Rhodes-Extérieures
BE	Berne
BL	Bâle-Campagne
BS	Bâle-Ville
FR	Fribourg
GE	Genève
GL	Glaris
GR	Grisons
JU	Jura
LU	Lucerne
NE	Neuchâtel
NW	Nidwald
OW	Obwald
SG	Saint-Gall
SH	Schaffhouse
SO	Soleure
SZ	Schwyz
TG	Thurgovie
TI	Tessin
UR	Uri
VD	Vaud
VS	Valais
ZG	Zoug
ZH	Zurich

Partis politiques :

MCG	Mouvement Citoyens Genevois
PDC	Parti démocrate-chrétien suisse
PEV	Parti évangélique suisse
PRD	Parti radical-démocratique suisse
PS	Parti socialiste suisse
UDC	Union démocratique du centre

Associations faitières des communes, des villes et des régions de montagne œuvrant au niveau national :

ACS	Association des communes suisses
UVS	Union des villes suisses

Association faitières de l'économie œuvrant au niveau national :

Economiesuisse	Economiesuisse
-----------------------	----------------

UPS	Union patronale suisse
USAM	Union suisse des arts et métiers
USS	Union syndicale suisse

Autres milieux intéressés (conférences et associations, œuvres d'entraide et organisations d'aide aux réfugiés, Eglises, organisations économiques et associations professionnelles, services d'aide aux étrangers ayant conclu des contrats de prestations et autres organisations intéressées) :

Aerosuisse	Fédération faîtière de l'aéronautique et de l'aérospatiale suisses
BAR	Board of Airline Representatives in Switzerland
CLDAM	Conférence latine des chefs des départements compétents en matière d'asile et des migrants
GVA	Aéroport international de Genève
CP	Centre Patronal
SIDH	Société internationale des droits de l'Homme, Section Suisse
CCDJP	Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police
Privatim	Association des commissaires suisses à la protection des données
OSAR	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Swiss	Swiss International Air Lines AG
HCR	United Nations High Commissioner for Refugees (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés)

Ont expressément renoncé à se prononcer :

Aucune donnée

II Partie spéciale

1. Loi fédérale sur les étrangers (LEtr)

Remplacement d'expressions

Remplacement d'une expression

1. Dans toute la loi, l'expression « office », lorsqu'elle désigne l'Office fédéral des migrations, est remplacée par « ODM ».
2. Ne concerne que le texte allemand.

Approbaton

Kantone: AG, AR, AI, BL, BS, BE, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CVP, EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, CP, IGFM, KKJPD, SSV, SFH, SGB, UNHCR

Aucune remarque

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, Economiesuisse, GVA, Privatim, SAV, SGV, SGV-USAM, SWISS

Art. 82 : Financement par la Confédération

¹ La Confédération peut financer partiellement la construction et l'aménagement d'établissements de détention cantonaux d'une certaine importance destinés exclusivement à l'exécution de la détention en phase préparatoire, de la détention en vue du renvoi ou de l'expulsion et de la détention pour insoumission ainsi que la rétention de courte durée. Le montant des contributions et la procédure sont réglés, par analogie, par les dispositions pertinentes des sections 2 et 6 de la loi fédérale du 5 octobre 1984 sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures.

² La Confédération participe à raison d'un forfait journalier aux frais d'exploitation des cantons pour l'exécution de la détention en phase préparatoire, de la détention en vue du renvoi ou de l'expulsion et de la détention pour insoumission. Le forfait est alloué pour:

- a. les requérants d'asile;
- b. les réfugiés et les étrangers dont la détention est en relation avec la levée d'une mesure d'admission provisoire;
- c. les étrangers dont la détention a été ordonnée en relation avec une décision de renvoi de l'office;
- d. les réfugiés qui sont expulsés en vertu de l'art. 65 LAsi.

Approbaton

Kantone: AG, AR, AI, BL, BS, BE, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CVP, EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, CP, IGFM, KKJPD, SGV, SSV, SFH, SGB, UNHCR

AG, JU, NE, SG, UR, VD, ZH, CLDAM: Die Beschränkung der Finanzierung des Bundes auf maximal 35% der gesamten Bau- und Einrichtungskosten ist unzureichend (**SG:** Bundesanteil von mind. 50%) und die Voraussetzung einer gewissen Mindestgrösse der Haftanstalten ist nicht zielführend (so auch betreffend Mindestgrösse **FR, GE, GL, GR, SH, SO, VS**).

AG: Eine Beteiligung des Bundes sollte auch rückwirkend möglich sein, um Kantone, die inzwischen bereits solche Bauvorhaben realisiert haben, nicht zu benachteiligen.

JU, CLDAM: Le montant de 45 millions de francs (contribution fédérale) doit toutefois être revu à la hausse pour favoriser la réalisation effective par les cantons de telles structures de détention.

AR, BE, GL, SH, SO, SG (sinngemäss auch **GR**): Baubeiträge sollen nicht ausschliesslich gesprochen werden, wenn Anstalten einzig dem Vollzug der Vorbereitungs- und Ausschaffungshaft dienen. Die Ausschaffungshaft wird heute grundsätzlich in Anstalten vollzogen, die auch dem Vollzug anderer Strafen und Massnahmen dienen. Auf das Erfordernis der ausschliesslichen Nutzung für Administrativhaft ist daher zu verzichten.

BL, JU, NE, SH, SO, CLDAM (sinngemäss auch **TG**): Die Tagespauschale ist mit derzeit 140 CHF zu tief angesetzt und muss erhöht werden (**BL:** 200 CHF; **SH** 176 CHF; **SO** 182 CHF).

BL: Die Ausrichtung der Tagespauschale ist im Wesentlichen auf Asylsuchende beschränkt. Da mit der Umsetzung der Ausschaffungsinitiative der Druck auf die Haftplätze ansteigen könnte, ist der enge Rahmen der Anspruchsberechtigung (Voraussetzung der Wegweisungsverfügung) bei Personen aus dem AuG-Bereich zu überdenken.

FR: La contribution financière de la Confédération devra concerner toutes les solutions cantonales créatrices de places de détention administrative, indépendamment de la construction des nouveaux centres.

GE: La contribution financière de la Confédération doit également porter sur des places de détention en vue du renvoi ou de l'expulsion en cas de non-colloboration à l'obtention des documents de voyage (art. 77 LEtr).

SG: Die Tagespauschale des Bundes sollte sich nicht nur an den Betriebskosten beteiligen, sondern die gesamten Vollzugskosten decken.

TG: Der Gesetzesentwurf ist dahingehend zu ergänzen, dass zusätzlich auch der Bau und die Erweiterung von Abteilungen, die eine zu bestimmende Grösse aufweisen und ausschliesslich dem Vollzug entsprechender Unterbringungen dienen, teilfinanziert werden. Ausserdem muss

sich die Tagespauschale neu an den Richtlinien der Strafvollzugskonkordate und den Leistungen orientieren. Sie ist daher in Zusammenarbeit mit der KKJPD gesamtschweizerisch auszuhandeln.

VD: La participation financière de la Confédération devrait se fonder sur les coûts de construction.

ZH: Erachtet es als angebracht, dass angesichts der offenkundigen eigenen Interessen des Bundes an der Durchsetzung negativer Asylentscheide, der Bund zu finanziellen Leistungen verpflichtet wird (sinngemäss **VD**, wenn die Voraussetzungen für die Finanzierung erfüllt sind).

CVP: Fordert zusätzlich, dass die Kantone verpflichtet werden, Haftplätze zur Verfügung zu stellen, dass die interkantonale Zusammenarbeit gefördert wird, damit grössere und effizientere Haftzentren gebaut werden und dass der Bund 3-4 grosse Vorbereitungs- und Ausschaffungszentren vorschlagen soll, welche vom Bund in Zusammenarbeit mit den jeweiligen Kantonen geführt werden.

SVP: Es soll wieder die Formulierung der früheren ANAG-Bestimmung übernommen werden, damit der Bau von Haftplätzen ganz oder teilweise vom Bund finanziert werden kann (sinngemäss **AG**). Ausserdem ist es fraglich, ob die im Bericht erwähnten 250 neuen Haftplätze tatsächlich ausreichen. Da die Beteiligung des Bundes an der Finanzierung von Administrativhaftplätzen bereits Gegenstand der hängigen Asylgesetzrevision ist, muss dieser Punkt jedoch aus der Vorlage gestrichen werden.

SFH: Grundsätzlich der Auffassung, dass eher weniger statt mehr Haftanordnungen ausgesprochen werden sollten und das Potenzial im Bereich der freiwilligen Rückkehr nicht ausgeschöpft ist. Wenn der Bund sich aber verpflichtet fühlt, in die Einrichtung von Administrativhaftplätzen zu investieren, sollte der Bund als Geldgeber darauf achten, dass die künftig zu errichtenden Einrichtungen den Anforderungen an die ausländerrechtliche Haft vollumfänglich entsprechen.

SGB: S'oppose au développement des conditions préalables qui fondent la détention administrative au cours des dernières années.

UNHCR: Empfiehlt der Schweiz, sich den Bemühungen anderer europäischer Staaten um die Reduzierung von Haftplätzen anzuschliessen und das Regel-Ausnahme-Verhältnis zwischen Freiheit und Inhaftierung beizubehalten. UNHCR würde es begrüessen, wenn die Schweiz sich statt des Ausbaus von Haftzentren intensiv mit der Suche nach wirksamen Alternativen zur Haft beschäftigen würde. Bestimmte Personengruppen sollten wegen ihrer besonderen Schutzbedürfnisse generell nicht inhaftiert werden (bspw. Frauen und Kinder).

Aucune remarque

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, GVA, Economiesuisse, Privatim, SGV-USAM, SAV, SWISS

Art. 92 : Devoir de diligence

¹ L'entreprise de transport aérien est tenue de prendre toutes les dispositions que l'on peut attendre d'elle pour ne transporter que les personnes disposant des documents de voyage, visas et titres de séjour requis lors de l'entrée dans l'espace Schengen ou du passage par la zone internationale de transit des aéroports.

² Le Conseil fédéral règle l'étendue du devoir de diligence.

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BL, BS, BE, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, CP, IGFM, KKJPD, SSV, SFH, SGB, UNHCR

ZH: Es wird der Wortlaut "internationale Transitzone der Flughäfen" verwendet. In den geltenden Art. 115 und 116 AuG findet sich hingegen der Wortlaut "Transitraum eines schweizerischen Flughafens". Eine einheitliche Terminologie wäre zweckmässig.

Aucune remarque

Parteien: CVP

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, SGV, Economiesuisse, GVA, Privatim, SGV-USAM, SAV, SWISS

Art. 93, al. 1 et 3 (phrase introductive)

¹ Sur demande des autorités fédérales ou cantonales compétentes, l'entreprise de transport aérien prend immédiatement en charge ceux de ses passagers auxquels l'entrée dans l'espace Schengen est refusée.

³ Si l'entreprise de transport aérien ne peut pas prouver qu'elle a rempli son devoir de diligence, elle doit également supporter:

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BL, BS, BE, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, CP, IGFM, KKJPD, SSV, SFH, SGB, UNHCR

Aucune remarque

Parteien: CVP

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, Economiesuisse, GVA, Privatim, SGV, SGV-USAM, SAV, SWISS

Art. 94 (nouveau) : Coopération avec les autorités

¹ Les entreprises de transport aérien collaborent avec les autorités fédérales et cantonales compétentes. Les modalités de la collaboration sont fixées dans la concession ou dans un accord entre l'ODM et l'entreprise.

² Outre les modalités de la collaboration, la concession ou l'accord peut notamment fixer:

a. les mesures particulières prises par l'entreprise de transport aérien pour s'acquitter de son devoir de diligence visé à l'art. 92;

b. l'introduction de forfaits couvrant les frais de procédure en lieu et place des frais de subsistance et d'assistance selon l'art. 93.

³ Si des mesures particulières au sens de l'al. 2, let. a, sont fixées, la concession ou l'accord peut prévoir que le montant éventuel à payer par l'entreprise de transport aérien en vertu de l'art. 122a, al. 1, fasse l'objet d'une réduction pouvant aller jusqu'à la moitié dudit montant.

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BL, BS, BE, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, CP, IGFM, KKJPD, SSV, SFH, SGB, UNHCR

Rejet

Kantone:

Parteien: CVP

Interessierte Kreise: BAR, SWISS

BAR, SWISS: Erachten die in Art. 94 Abs. 3 vorgesehene Halbierung der Belastungen nach Art. 122a Abs. 1 E-AuG als unzureichend. Es wäre im Übrigen wünschenswert, dass eine gesetzliche Grundlage vorsehen könnte, dass eine Fluggesellschaft, die eine Vereinbarung mit den Behörden abgeschlossen hat, in Einzelfällen gänzlich von einer Auferlegung einer Busse befreit werden kann.

CVP: Ist von der Wirkung der vorgeschlagenen Gesetzesänderungen im Bereich der Carrier Sanctions, bei denen der präventive Gedanke im Vordergrund steht, nicht überzeugt. Es bestehen Zweifel, dass die in Art. 94 Abs. 2 Bst. a genannten zusätzlichen Massnahmen zur

Einhaltung der Sorgfaltspflicht durch ein Luftverkehrsunternehmen effektiv umsetzbar sind und/oder der Beweis für deren Umsetzung erbracht werden kann. Eine Verschiebung der Beweislast auf die Transportunternehmen darf nicht zu einem Vorteil letzter werden.

Aucune remarque

Interessierte Kreise: Aerosuisse, SGV, Economiesuisse, GVA, Privatim, SGV-USAM, SAV

Art. 95 : Autres entreprises de transport

Le Conseil fédéral peut soumettre d'autres entreprises de transport commerciales aux dispositions des art. 92 à 94, 122a et 122c si la frontière suisse devient une frontière extérieure de l'espace Schengen. Ce faisant, il respecte les prescriptions fixées à l'art. 26 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 (CAAS).

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BL, BS, BE, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, CP, IGFM, KKJPD, SSV, SFH, SGB, UNHCR

Aucune remarque

Parteien: CVP

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, Economiesuisse, GVA, Privatim, SGV, SGV-USAM, SAV, SWISS

Art. 104 : Obligation des entreprises de transport aérien de communiquer des données personnelles

¹ En vue d'améliorer le contrôle à la frontière et de lutter plus efficacement contre l'entrée illégale dans l'espace Schengen et le passage illégal par la zone internationale de transit des aéroports, l'ODM peut contraindre une entreprise de transport aérien à lui communiquer les données relatives à certains vols et les données personnelles des passagers des vols en question. Ces données doivent être transmises immédiatement après le décollage.

² La décision ordonnant l'obligation de communiquer précise:

- a. les aéroports ou Etats de départ;
- b. les catégories de données énumérées à l'al. 3;
- c. les détails techniques relatifs à la transmission des données.

³ L'obligation de communiquer s'applique aux catégories de données suivantes:

- a. l'identité (nom, prénom, sexe, date de naissance, nationalité);
- b. le numéro, l'Etat émetteur, le type et la date d'échéance du document de voyage utilisé;
- c. le numéro, l'Etat émetteur, le type et la date d'échéance du visa ou titre de séjour utilisé, pour autant que l'entreprise de transport aérien dispose de ces données;
- d. l'aéroport de départ du vol qui fait l'objet de l'obligation de communiquer et, pour autant que l'entreprise de transport aérien en ait connaissance, l'aéroport de départ initial et les escales effectuées pour se rendre à l'aéroport de départ;
- e. l'aéroport de destination en Suisse;
- f. le code de transport;
- g. le nombre de passagers à bord du vol en question;
- h. la date et l'heure de départ et d'arrivée prévues.

⁴ Les entreprises de transport aérien informent les passagers concernés conformément à l'art. 18a de la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données.

⁵ Les décisions ordonnant ou levant l'obligation de communiquer prennent la forme d'une décision de portée générale et sont publiées dans la Feuille fédérale. Les recours contre les décisions relatives à l'obligation de communiquer n'ont pas d'effet suspensif.

⁶ Les entreprises de transport aérien peuvent conserver les données prévues à l'al. 3 plus de vingt-quatre heures pour autant qu'elles soient utilisées à titre de moyen de preuve. Elles les effacent:

- a. dès qu'il est constaté que l'ODM n'ouvrira pas de procédure en violation de l'obligation de communiquer, mais deux ans au plus tard après la date du vol;
- b. le jour suivant l'entrée en force de la décision rendue en application de l'art. 122b.

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BL, BS, BE, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, CP, IGFM, KKJPD, SSV, SFH, SGB, UNHCR

ZH: Schlägt vor, dass Direkteröffnungen an das betroffene Luftverkehrsunternehmen ebenfalls in Art 104 Abs. 5 AuG zu erwähnen sind. Es wird der Wortlaut "internationale Transitzone der Flughäfen" verwendet. In den geltenden Art. 115 und 116 AuG findet sich hingegen der Wortlaut "Transitraum eines schweizerischen Flughafens". Eine einheitliche Terminologie wäre zweckmässig.

IGFM: Fragt sich, was die unter Art. 104 Abs. 3 Bst. g verlangte Anzahl der beförderten Personen auf einem bestimmten Flug mit der Meldepflicht zu tun hat. Diese Angabe ist irrelevant in Bezug auf die Meldung von Personendaten.

FR: Tout en soulignant l'importance de la protection des données, il pourrait être utile que les services cantonaux de migration puissent exploiter d'une certaine manière les nouvelles informations récoltées par l'ODM, conformément aux articles 104 et suivants du projet proposé (analogue à **GE:** y compris la création de la base légale nécessaire).

Aucune remarque

Parteien: CVP

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, Economiesuisse, GVA, Privatim, SGV, SGV-USAM, SAV, SWISS

GVA: Constate que certaines compagnies de transport aérien peuvent relever des éventuelles difficultés techniques concernant la transmission des données des passagers.

Art. 104a (nouveau) : Système d'information sur les passagers

¹ L'ODM exploite un système d'information sur les passagers (système API) qui a pour buts d'améliorer le contrôle à la frontière et de lutter plus efficacement contre l'entrée illégale dans l'espace Schengen et le passage illégal par la zone internationale de transit des aéroports. Le système API contient les données énoncées à l'art. 104, al. 3, ainsi que les résultats des comparaisons prévues à l'al. 4.

² L'ODM peut consulter en ligne les données du système API prévues à l'art. 104, al. 3, afin de veiller à ce que les entreprises de transport aérien ne violent pas l'obligation de communiquer ces données et pour leur appliquer les sanctions prévues à l'art. 122b.

^{2bis} Les autorités chargées d'effectuer le contrôle des personnes aux frontières extérieures de l'espace Schengen peuvent consulter en ligne les données du système API prévues à l'art. 104, al. 3, et les résultats des comparaisons prévues à l'al. 3 afin de lutter efficacement contre l'entrée illégale et le passage illégal par la zone internationale de transit des aéroports d'étrangers et d'améliorer le contrôle à la frontière.

³ Des comparaisons automatisées seront systématiquement effectuées entre les données prévues à l'art. 104, al. 3, let. a et b, et celles du système RIPOL, du SIS, du système d'information central sur la migration (SYMIC) ainsi que du système d'information sur les documents volés et perdus d'Interpol (ASF-SLTD).

⁴ Les données prévues à l'art. 104, al. 3, y compris les éventuelles réponses positives dans les banques de données visées à l'al. 3, sont effacées après leur réception dans les délais prévus à l'art. 104, al. 6, à moins qu'elles ne soient directement nécessaires à l'exécution d'une procédure relevant du droit des étrangers, du droit de l'asile, du droit pénal ou, sous forme anonyme, à des fins statistiques.

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BL, BS, BE, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CVP, EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, CP, IGFM, KKJPD, Privatim, SSV, SFH, SGB, UNHCR

BS: Hinsichtlich der automatisierten Datenbankabfragen der Passagierdaten ist zu bedenken, dass der automatisierte und systematische Abgleich der API-System Daten mit dem SIS nicht vereinbar ist, da dieses nicht als Fahndungsmittel konzipiert ist.

GE: Concernant l'alinéa 4: Dans la mesure où plusieurs compétences en droit des étrangers sont dévolues aux cantons, il conviendrait également de prévoir une base légale expresse permettant à l'ODM de transmettre aux cantons les informations de la base de données précitée, dans le cadre de l'exercice de leurs tâches.

JU: L'accès aux données relatives aux passagers nécessite une base légale expresse au regard de la législation fédérale sur la protection des données.

ZH: Es wird der Wortlaut "internationale Transitzone der Flughäfen" verwendet. In den geltenden Art. 115 und 116 AuG findet sich hingegen der Wortlaut "Transitraum eines schweizerischen Flughafens". Eine einheitliche Terminologie wäre zweckmässig.

IGFM: Besonders Abs. 3 scheint im Zusammenhang mit dem Datenschutz sehr heikel zu sein. Wenn Daten aus RIPOL, SIS, ZEMIS sowie Interpol zur Abgleichung verwendet werden, sind klare Vorsichtsmassnahmen erforderlich.

Privatim: Das SIS wurde nicht als Fahndungsmittel konzipiert, sondern soll ausschliesslich bei einem begründeten Verdacht im Rahmen einer sog. "one-to-one" Abgleichung zum Einsatz kommen. Gemäss erläuterndem Bericht des BFM wird eine Risikoanalyse der Nicht-Schengen-Staaten vorgenommen, worauf bei Flügen aus diesen "Risiko-Staaten" die Fluggesellschaften verpflichtet werden, die Passagierlisten dieser Flüge bekannt zu geben. Diese Risiko Analyse allein vermag jedoch keinen begründeten Verdacht zu schaffen, welcher es erlauben würde, sämtliche Passagiere eines Fluges aus einem "Risiko-Staat" systematisch mit dem SIS abzugleichen. Die vorgeschlagene automatisierte und systematische Abgleichung der Passagierlisten mit dem SIS ist schliesslich auch nicht verhältnismässig. Es würde genügen, wenn die Grenzbehörden die Abgleiche im Einzelfall und bei einem begründeten Verdacht ohne Zeitverzögerung ohne grossen Aufwand vornehmen könnten. Schlägt vor, Art. 104a (neu) Abs. 2bis anzupassen und den Passus „in begründeten Verdachtsfällen“ einzufügen.

UNHCR: Durch weitere Schutzvorkehrungen ist sicherzustellen, dass die Vertraulichkeit von Daten schutzbedürftiger Personen respektiert wird und Informationen im Zusammenhang mit einem Asylantrag nicht an das Heimatland einer asylsuchenden Person weitergegeben werden können. Es ist zudem erforderlich, dass die Daten konkret und zweckgebunden erhoben werden und dass diese legitim im Sinne der Absätze 2 in Artikel 8-11 EMRK sind.

Aucune remarque

Parteien:

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, Economiesuisse, GVA, SGV, SGV-USAM, SAV, SWISS

Art. 109b, al. 2, let. e et f, et al. 2^{bis} (nouveau)

² Le système national d'information sur les visas contient les catégories de données suivantes:

- e. données sur le demandeur de visa, tirées du RIPOL en vertu de l'art. 5, let. b, d et e, de l'ordonnance du 15 octobre 2008 sur le système de recherches informatisées de police ainsi que du système d'information sur les documents volés et perdus d'Interpol (ASF-SLTD).
- f. données sur le demandeur de visa, tirées du SIS II en vertu de l'art. 7, let. f et g, de l'ordonnance du 7 mai 2008 sur la partie nationale du Système d'information Schengen (N-SIS) et sur le bureau SIRENE, pour autant qu'un signalement ait été introduit dans le SIS conformément à l'art. 96 CAAS et que les conditions visées à l'art. 32, al. 1, du règlement (CE) n° 1987/2006 soient remplies.

2bis Le système contient en outre un sous-système dans lequel les dossiers des demandeurs de visa sont enregistrés sous forme électronique.

Approbaton

Kantone: AR, AI, BL, BS, BE, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, CP, IGFM, KKJPD, SSV, SFH, SGB, UNHCR

AR, BE: Bei der Umsetzung des Subsystems von N-VIS sind die Kantone und Auslandvertretungen zwingend beizuziehen. Das System muss auf bestehender Infrastruktur angewendet werden können und darf nicht zu höherem Personalbedarf führen. Der Unterhalt ist durch den Bund zu finanzieren (sinngemäss betreffend Finanzierung auch **JU** und **VD**).

VD: Regrette que les conséquences financières pour la Confédération et pour les cantons ne soient pas chiffrées.

UNHCR: Im Bereich der Visumsgesuche bestehen Zweifel, ob sämtliche Regelungen mit dem internationalen Datenschutzrecht vereinbar sind (siehe Bemerkungen zu Art. 104a AuG).

Rejet

Kantone: AG

Parteien: CVP

Interessierte Kreise:

AG: Eine Speicherung dieser Daten ausserhalb der Systeme SIS, RIPOL etc. erscheint aufgrund der sensiblen Natur der Daten und dem unklaren Nutzen als unverhältnismässig. Die in Bst. e vorgesehenen zusätzlichen Datenkategorien sind abzulehnen, weil im nationalen Visa-Informationssystem ein Subsystem mit den Dossiers der Visumsgesuchsteller in elektronischer Form geschaffen würde.

CVP: Ist nicht bereit, einem neuen Visuminformationssystem zuzustimmen, ohne den gesamten Umfang des Projekts und den ungefähren Kostenrahmen zu kennen. Einer allfälligen Einführung eines neuen nationalen Visuminformationssystems muss eine sorgfältige Planung vorausgehen, wobei auch die Frage der daraus entstehenden Kosten im Vorfeld abgeklärt werden muss.

Aucune remarque

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, Economiesuisse, GVA, Privatim, SGV, SGV-USAM, SAV, SWISS

Art. 120a à 120c et 120e, al. 2

Abrogés

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, CP, IGFM, KKJPD, SSV, SFH, SGB, UNHCR

Aucune remarque

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, CVP, Economiesuisse, GVA, Privatim, SGV, SGV-USAM, SAV, SWISS

Titre précédant l'art. 121 (nouveau)

Section 2 : Sanctions administratives

Cette modification rédactionnelle résulte des modifications apportées à la structuration des sanctions administratives.

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, CP, IGFM, KKJPD, SSV, SFH, SGB, UNHCR

Aucune remarque

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, CVP, Economiesuisse, GVA, Privatim, SGV, SGV-USAM, SAV, SWISS

Art. 122 : Infractions commises par les employeurs

Titre

Modification rédactionnelle

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, CP, IGFM, KKJPD, SSV, SFH, SGB, UNHCR

Aucune remarque

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, CVP, Economiesuisse, GVA, Privatim, SGV, SGV-USAM, SAV, SWISS

Art. 122a (nouveau) : Violation du devoir de diligence des entreprises de transport

¹ L'entreprise de transport aérien qui viole son devoir de diligence prévu à l'art. 92, al. 1, peut être tenue au paiement d'un montant de 4000 francs par passager transporté ne disposant pas du document de voyage, du visa ou du titre de séjour nécessaires. Dans les cas graves, le montant est de 16 000 francs par passager.

² Une violation du devoir de diligence est présumée lorsque l'entreprise a transporté un passager ne disposant pas du document de voyage, du visa ou du titre de séjour requis lors de l'entrée dans l'espace Schengen ou du passage par la zone internationale de transit des aéroports et que ce passager s'est vu refuser l'entrée.

³ Il n'y a pas violation du devoir de diligence dans les cas suivants:

- a. la contrefaçon ou la falsification du document de voyage, du visa ou du titre de séjour n'était pas manifestement décelable;
- b. il n'était pas manifestement décelable que le document de voyage, le visa ou le titre de séjour n'appartenait pas à la personne transportée;
- c. les cachets apposés sur le document de voyage ne permettaient pas aisément d'établir le nombre de jours du séjour autorisé ou des entrées;
- d. l'entreprise de transport aérien rend vraisemblable qu'elle a été contrainte de transporter une personne;
- e. l'entreprise de transport prouve qu'elle a pris toutes les mesures organisationnelles nécessaires que l'on pouvait raisonnablement attendre d'elle pour éviter de transporter des passagers ne disposant pas des documents de voyage, visas et titres de séjour requis lors de l'entrée dans l'espace Schengen ou du passage par la zone internationale de transit des aéroports.

⁴ Le Conseil fédéral peut prévoir des exceptions à la présomption de la violation de l'obligation de diligence prévue à l'al. 2, notamment en cas de guerre ou de catastrophe naturelle.

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: EVP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, IGFM, KKJPD, SSV, UNHCR

GL: Stellt sich die Frage, weshalb nur bei Luftverkehrsunternehmen eine ‚Verschärfung‘ der Sanktionsmöglichkeiten angedacht wird, nicht aber im Hinblick auf den gewerblich bedienten Landverkehr, insbesondere die Reise- und ‚Linienbusse‘ aus Osteuropa weiterhin nicht erfasst werden. Ausserdem sind die Ausnahmetatbestände nach Art. 122a Abs. 3 AuG eher ‚grosszügig‘ ausgelegt und eine engere Fassung sollte geprüft werden. Der vorgeschlagene Sorgfaltsmassstab legt die Hürde zu niedrig an.

NW: In Anbetracht dessen, dass eine Busse nach geltendem Recht bis zu einer Million Franken betragen kann, rechtfertigt es sich, eine Belastung von CHF 8‘000.- pro beförderte Person und in schweren Fällen von CHF 24‘000.- pro beförderte Person vorzusehen.

ZH: Es wird der Wortlaut „internationale Transitzonen der Flughäfen“ verwendet. In den geltenden Art. 115 und 116 AuG findet sich hingegen der Wortlaut „Transitraum eines schweizerischen Flughafens“. Eine einheitliche Terminologie wäre zweckmässig.

SVP: Die Kann-Formulierung in Art. 122a Abs. 1 ist zu streichen. In schweren Fällen sind neben einer Busse auch weitere Sanktionsmöglichkeiten, wie bspw. die Einschränkung oder der Entzug der Landeerlaubnis aufzunehmen.

IGFM: Es ist zu befürchten, dass die betreffenden Unternehmen jederzeit werden geltend machen, dass sie die Fälschungen nicht erkennen konnten. Dann wird die Beweislast wieder beim BFM sein, verbunden mit einem enormen Arbeitsaufwand.

UNHCR: Die Carrier Sanctions sind dann völkerrechtlich bedenklich, wenn die Ausgestaltung der Sanktionen einseitig die mangelhafte Kontrolle der Reisedokumente als Anknüpfungspunkt für Sanktionen heranzieht, ohne dabei Ausnahmen vorzusehen, wenn die Beförderung von schutzbedürftigen Personen ohne die notwendigen Dokumente erfolgte. Die in Art. 122a Abs.4 AuG festgehaltenen Ausnahmen werden begrüsst, decken aber nicht alle Einreisen von schutzbedürftigen Personen ab. Art. 122a Abs. 4 E-AsylG ist somit so zu ergänzen, dass ein Einreisensystem ermöglicht wird, in dem ein möglicher Schutzbedarf irregulär reisender Personen effektiv identifiziert werden kann.

Rejet

Kantone:

Parteien: CVP, FDP

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, CP, Economiesuisse, SGB, SGV-USAM, SFH, SWISS

CVP: Obwohl die Mitwirkungspflicht der Lufttransportunternehmen an sich begrüsst wird, darf eine Verschiebung der Beweislast auf die Transportunternehmen nicht zu einem Vorteil letzterer werden. Damit sich eine präventive Wirkung entfalten kann, sollten auch Einzelfälle von Sorgfalts- und Meldepflichtverletzungen untersucht werden.

FDP: Le fardeau de la preuve ne doit pas incomber en premier lieu aux compagnies aériennes: il s’agit d’une demande disproportionnée à l’économie privée pour réaliser une tâche de l’Etat (contrôle des frontières extérieures). **Aerosuisse:** Hält die vorgeschlagenen Änderungen bei den Carrier Sanctions für untauglich und unverhältnismässig, um einen Rückgang der Zahl der Passagiere zu erreichen, die bei ihrer Einreise in die Schweiz nicht über die erforderlichen Reisepapiere verfügen. Die vorgesehene Beweislastumkehr berücksichtigt in keiner Weise die Probleme der Fluggesellschaften bei der Durchführung der Kontrollmassnahmen. Für die Fluggesellschaften ist es mindestens ebenso aufwändig den Entlastungsbeweis zu führen, wie es nun für die Behörden ein grosser Aufwand darstellt, die Beweise für eine Sorgfalts- oder Meldepflichtverletzung zu erbringen (ebenso **BAR** und **SWISS**). **CP:** Die Feststellung der Verletzung der Sorgfaltspflicht sollte weiterhin eine Aufgabe der Behörden sein und nicht auf die Fluggesellschaften überwältigt werden.

BAR: Erachtet den Ansatz, Rechte und Pflichten zwischen den Migrationsbehörden und Fluggesellschaften in einer Vereinbarung oder einem Memorandum of Understanding (MoUs) fest-

zuhalten, als eine gute und praxistaugliche Lösung. Das System der "MoUs" hat sich bewährt (ebenso **Aerosuisse** und **SWISS**).

Economiesuisse: Die geplanten Änderungen im Zusammenhang mit den Sanktionen gegen Transportunternehmen sind unverhältnismässig. Sanktionen sollten erst ergriffen werden, wenn die Behörden feststellen, dass eine Fluggesellschaft systematisch auf Kontrollen verzichtet und so ihre Sorgfaltspflicht verletzt (ebenso **BAR** und **SWISS**). Die Verschiebung der Verantwortung zu Lasten der Fluggesellschaften wird die Zusammenarbeit mit den Behörden belasten und kaum der Lösung der bestehenden Probleme dienen (ebenso **BAR** und **SWISS**).

SGV-USAM: Die Verschärfungen der Carrier Sanctions werden entschieden abgelehnt. Die originär staatliche Aufgabe der Verhinderung und Bekämpfung illegaler Einwanderung über den Luftweg soll nicht durch die vorgesehene Beweislastumkehr und den daraus resultierenden Kosten an die Fluggesellschaften delegiert werden (sinngemäss **SGB** und **Aerosuisse**).

SGB: Les coûts de contrôle sont directement reportés sur les compagnies aériennes avec au final un risque de pertes d'emplois.

SFH: Bereits bei der Einführung der Carrier Sanctions hat der SFH kritisiert, dass diese Massnahmen dazu führen können, den Zugang zu einem Asylverfahren in der Schweiz zu erschweren. Die Umkehr der Beweislast bedeutet eine zusätzliche Hürde für Personen, die den Schutz der Schweiz in Anspruch nehmen wollen.

SWISS: Die faktische Beweislastumkehr zu Lasten der Fluggesellschaften ist unverhältnismässig und stellt keine taugliche Massnahme zur Lösung des Problems dar. Die staatlichen Behörden verfügen zudem über Zwangsmittel zur Durchsetzung der Mitwirkungspflicht, über welche Privatunternehmen wie eine Fluggesellschaft nicht verfügen. Angesicht der heutigen Praxis, dass Fluggesellschaften bis zu einem gewissen Grad für die Betreuungskosten und den Rücktransport für eine Person ohne genügende Reisedokumente aufkommen müssen, besteht bereits ein grosser Anreiz, solche Fälle mit allen zumutbaren Mitteln zu verhindern. Swiss würde es begrüessen, wenn die gesetzliche Grundlage vorsehen könnte, dass eine Fluggesellschaft, die eine Vereinbarung mit den Behörden abgeschlossen hat, in Einzelfällen gänzlich von einer Auferlegung einer Busse befreit werden kann. Vorstellbar wäre auch eine Regelung, die es erlaubt, de-minimis Werte pro Aussenstation (Anzahl INADs) in die Vereinbarung aufzunehmen. Erst wenn diese überschritten werden, würden die Sanktionen zu greifen beginnen (ebenso **BAR**).

Aucune remarque

Interessierte Kreise: GVA, Privatim, SGV, SAV

GVA: Estime toutefois important qu'il soit tenu compte des avis des compagnies aériennes.

Art. 122b (nouveau) : Violation de l'obligation des entreprises de transport aérien de communiquer des données personnelles

¹ L'entreprise de transport aérien viole son obligation de communiquer lorsqu'elle ne transmet pas à temps les données prévues à l'art. 104, al. 3, ou que ces données sont incomplètes ou fausses.

^{1bis} L'entreprise de transport aérien fautive peut être tenue au paiement d'un montant de 4000 francs par vol. Dans les cas graves, le montant est de 12 000 francs par vol.

² Le paiement du montant prévu à l'al. 1bis n'est pas dû si l'entreprise de transport aérien prouve:

- a. que la transmission n'était pas possible dans le cas particulier pour des raisons techniques qui ne lui sont pas imputables, ou
- b. qu'elle a pris toutes les mesures organisationnelles nécessaires que l'on pouvait attendre d'elle pour éviter de violer son obligation de communiquer.

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: EVP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, IGFM, KKJPD, SSV, SFH, UNHCR

NW: Spricht sich analog zu den Carrier Sanctions auch hier für eine Erhöhung der Belastungen aus. Pro Flug, für den die Meldepflicht verletzt wird CHF 6000.-. In schweren Fällen CHF 16'000.- pro Flug.

SVP: Die Kann-Formulierung in Art. 122b Abs. 1^{bis} ist zu streichen. In schweren Fällen sind neben einer Busse auch weitere Sanktionsmöglichkeiten, wie bspw. die Einschränkung oder der Entzug der Landeerlaubnis aufzunehmen.

Rejet

Kantone:

Parteien: CVP, FDP

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, CP, Economiesuisse, SGB, SGV-USAM, SWISS,

Die Bemerkungen der Vernehmlasser zu Art. 122a E-AuG betreffend ihre ablehnende Haltung gelten auch bei Art. 122b E-AuG.

Aucune remarque

Interessierte Kreise: GVA, Privatim, SGV, SAV

Art. 122c (nouveau) : Dispositions communes relatives aux sanctions prononcées à l'encontre des entreprises de transport

¹ Les art. 122a et 122b sont applicables indépendamment du fait que la violation du devoir de diligence ou de l'obligation de communiquer a été commise en Suisse ou à l'étranger.

² La procédure relative aux sanctions doit être introduite au plus tard dans les deux ans qui suivent l'interdiction d'entrée prononcée en raison d'une violation du devoir de diligence ou, dans le cas d'une violation de l'obligation de communiquer, dans les deux ans qui suivent la date de la transmission des données visée à l'art. 104, al. 1.

³ Les sanctions prononcées en raison des violations visées aux art. 122a et 122b relèvent de la compétence de l'ODM. La procédure est réglée par la loi du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative.

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: EVP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, CP, IGFM, KKJPD, SSV, SFH, UNHCR

IGFM: Fragt sich, ob ein Sanktionierungsverfahren, welches zwei Jahre dauert, überhaupt noch Sinn macht, wenn eine Einreiseverweigerung erst zwei Jahre später eröffnet wird.

Rejet

Kantone:

Parteien: CVP, FDP

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, Economiesuisse, SGB, SGV-USAM, SWISS

Aucune remarque

Interessierte Kreise: GVA, Privatim, SGV, SAV

Art. 126c (nouveau) : Disposition transitoire concernant la modification du ... de la LEtr

Les procédures pour violation du devoir de diligence ou de l'obligation de communiquer en suspens au moment de l'entrée en vigueur de la modification du ... de la LEtr restent soumises à l'ancien droit.

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: EVP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CLDAM, IGFM, KKJPD, SSV, SFH, UNHCR

Aucune remarque

Parteien: CVP, FDP

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, Economiesuisse, CP, GVA, Privatim, SGB, SGV, SGV-USAM, SAV, SWISS

2. Modification du droit en vigueur

2.1 Loi du 26 juin 1998 sur l'asile

Art. 92, al. 3^{bis} (nouveau)

^{3bis} Dans le cadre de l'application des accords d'association à Dublin, elle peut verser aux cantons des subventions pour les frais qui sont en rapport direct avec le transfert de personnes en Suisse.

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CVP, EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CP, CLDAM, IGFM, KKJPD, SGB, SSV, SFH, UNHCR

Aucune remarque

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, Economiesuisse, GVA, Privatim, SGV, SGV-USAM, SAV, SWISS,

2.2 Loi fédérale du 20 juin 2003 sur le système d'information commun aux domaines des étrangers et de l'asile

Art. 3, al. 2, let. k (nouvelle)

² Il aide l'ODM à accomplir les tâches suivantes dans le domaine des étrangers:

k. l'exécution des tâches définies par la loi du 8 octobre 1999 sur les travailleurs détachés.

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CVP, EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CP, CLDAM, Economiesuisse, IGFM, KKJPD, SAV, SGB, SFH, SSV, UNHCR

Aucune remarque

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, GVA, Privatim, SGV, SGV-USAM, SWISS

Art. 9, al. 1, let. k et al. 2, let. j (nouvelles)

¹ L'ODM peut permettre aux autorités ci-après d'accéder en ligne aux données relevant du domaine des étrangers qu'il a traitées ou fait traiter dans le système d'information:

k. les autorités compétentes en matière de visas afin de procéder à l'examen des demandes de visas.

² L'ODM peut permettre aux autorités ci-après d'accéder en ligne aux données relevant du domaine de l'asile qu'il a traitées ou fait traiter dans le système d'information:

j. les autorités compétentes en matière de visas afin de connaître l'existence d'une procédure d'asile concernant un demandeur de visa dans le cadre de l'examen de sa demande.

Approbaton

Kantone: AG, AR, AI, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CVP, EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CP, CLDAM, IGFM, KKJPD, SFH, SGB, SSV, UNHCR (teilweise)

UNHCR: Gerade bei dieser Bestimmung besteht die Gefahr der Weitergabe von Daten schutzbedürftiger Personen. Eine explizite Bestimmung, dass Daten von Asylsuchenden deren Verfahren noch läuft und von anerkannten Flüchtlingen gar nicht weitergegeben werden dürfen, wäre wünschenswert.

Aucune remarque

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, Economiesuisse, GVA, Privatim, SGV, SGV-USAM, SAV, SWISS

2.3 Loi fédérale du 13 juin 2008 sur les systèmes d'information de police de la Confédération

Art. 7, al. 3

³ L'Office fédéral des migrations renseigne sur les données concernant les restrictions et les interdictions d'entrée visées à l'art. 67, al. 1, de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr) qui relèvent de son domaine de compétence, lorsque ces données sont traitées dans le système d'information visé à l'art. 16.

Approbaton

Kantone: AG, AR, AI, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CVP, EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CP, CLDAM, IGFM, KKJPD, SFH, SGB, SSV, UNHCR

Aucune remarque

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, Economiesuisse, GVA, Privatim, SAV, SGV, SGV-USAM, SWISS

Art. 15, al. 1, let. d et d^{bis} (nouvelles) et 3, let. f

¹ Fedpol exploite, en collaboration avec les cantons, un système de recherches informatisées de personnes et d'objets. Ce système est destiné à assister les autorités fédérales et cantonales dans l'accomplissement des tâches légales suivantes:

- d. exécution des mesures d'éloignement et des mesures de contrainte prises à l'égard d'étrangers en vertu de l'art. 121, al. 2, Cst., de la LEtr et de la loi fédérale du 26 juin 1998 sur l'asile;
- d^{bis}. comparaison systématique des données du système d'information sur les passagers avec le système de recherches informatisées de police, conformément à l'art. 104a, al. 3, LEtr;
- ³ Les autorités suivantes peuvent diffuser en ligne des signalements via le système informatisé:
- f. l'Office fédéral des migrations, pour l'accomplissement des tâches visées à l'al. 1, let. d et dbis;

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CVP, EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CP, CLDAM, IGFM, KKJPD, SFH, SGB, SSV, UNHCR

Aucune remarque

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, Economiesuisse, GVA, Privatim, SAV, SGV, SGV-USAM, SWISS

Art. 16, al. 2, let. I, et 5, let. b^{bis} (nouvelles)

- ² Les services fédéraux et cantonaux utilisent le N-SIS dans l'accomplissement des tâches suivantes:
- i. comparaison systématique des données du système d'information sur les passagers avec le N-SIS conformément à l'art. 104a, al. 3, LEtr;
- ⁵ Les services suivants ont accès en ligne aux données figurant dans le N-SIS pour l'accomplissement des tâches visées à l'al. 2:
- b^{bis} Office fédéral des migrations, dans l'accomplissement des tâches visées à l'al. 2, let. i;

Approbation

Kantone: AG, AR, AI, BE, BL, BS, FR, GE, GL, GR, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SO, SG, TG, TI, UR, VD, VS, ZG, ZH

Parteien: CVP, EVP, FDP, MCG, SP, SVP

Interessierte Kreise: CP, CLDAM, IGFM, KKJPD, SFH, SGB, SSV, UNHCR

Aucune remarque

Interessierte Kreise: Aerosuisse, BAR, Economiesuisse, GVA, Privatim, SAV, SGV, SGV-USAM, SWISS